

chose. Enfin, l'on voit que les circuits d'échanges commencèrent vite à se modifier. Et l'on sait désormais que des traditions aussi profondes et stables que les techniques céramiques ont évolué dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle. Les changements étaient certes déjà perceptibles avant la conquête, et ce n'est certainement pas l'islam *en soi* qui transforma la poterie, mais il est naturel de supposer que des (ou quelques) modifications dans le mode de vie ont favorisé des évolutions, plus ou moins latentes, dans la céramique usuelle.

Christian DÉCOBERT  
(IFAO, Le Caire)

Aiman IBRAHIM, *Der Herausbildungsprozeß des arabisch-islamischen Staates. Eine quellenkritische Untersuchung des Zusammenhangs zwischen den staatlichen Zentralisierungstendenzen und der Stammesorganisation in der frühislamischen Geschichte 1-60 H/622-680*. Klaus Schwarz Verlag, Berlin, 1994 (*Islamkundliche Untersuchungen*, 177). 265 p.

Dans cet ouvrage, qui reprend une « Dissertation » présentée en février 1993 à l'université Martin-Luther de Halle, l'auteur se donne pour but d'étudier le processus de formation de l'État arabo-islamique entre 622 et 680 en s'attachant uniquement à l'analyse des relations entre les tendances centralisatrices étatiques et l'organisation tribale. Dans une longue introduction (p. 8 à 32), l'auteur passe en revue les différents ouvrages (de langue allemande, anglaise et arabe, mais non de langue française) qui traitent des débuts de l'Islam pour conclure à la nécessité d'un travail centré sur les seuls changements sociaux, qui ne mêle pas les fondements sociopolitiques avec les composantes religieuses et idéologiques.

Le résultat est, non un récit des faits supposés par ailleurs connus, mais une description, fondée sur les grandes sources habituellement utilisées (Ibn Hišām, Ibn Sa'd, Balāḍurī, Ya'qūbī, Ṭabarī, etc.), des mécanismes qui ont permis la formation et la consolidation de la domination politique exercée par Muḥammad, les premiers califes, les Omeyyades. Le premier chapitre (p. 33 à 90) est consacré à la période médinoise. Selon l'auteur, la pratique politique du Prophète demeure dans le cadre tribal, et son œuvre n'est ni plus ni moins que la création d'une confédération tribale de type traditionnel. La « Constitution de Médine », la politique de razzias, de guerres et d'alliances, le versement d'un tribut (*zakāt* et *ḡizya*), l'absence de toute théorie politique dans le Coran, sont analysés comme autant de manifestations du respect de l'autonomie juridique, sociale et politique du groupe tribal. La prédication d'une nouvelle religion n'a en rien induit de nouvelles structures sociales. Dans le second chapitre (p. 91 à 162), l'auteur affirme que la première vague de conquêtes, de 633 à 644, ne modifie pas substantiellement ce cadre tribal, mais a permis l'élargissement de la confédération à toutes les tribus d'Arabie, et en a assuré le renforcement. Les modes d'organisation des régions conquises, la création du système des pensions, le modèle du calife représenté par 'Umar relèvent de normes qui sont celles de l'organisation tribale tout en assurant la continuité de

la vie, de l'administration et de la production dans les pays conquis. Néanmoins, les rapides succès militaires, l'installation des Arabes hors de la péninsule et l'enrichissement matériel créent des conditions nouvelles qui sont analysées dans le troisième chapitre consacré aux années 644-656 (p. 163 à 200). Pour l'auteur, les mesures prises par le calife 'Uṭmān marquent le passage à une structure étatique et la formation d'une élite dirigeante, ce qui explique la vive réaction de tous ceux qui, pour une raison ou une autre, étaient attachés à l'ancien ordre social : le meurtre de 'Uṭmān et la première guerre civile sont interprétés comme l'expression du conflit entre, d'un côté, le calife et ses agents dans les pays conquis, représentant une politique centralisée, et, de l'autre, les tribus défendant leurs normes et leur souveraineté, et donc le système mis en place par 'Umar. La victoire de Mu'āwiya et l'avènement d'une nouvelle dynastie, plus rapidement présentés dans le dernier chapitre (p. 201 à 233), signifient le triomphe des forces centralisatrices étatiques et la soumission — mais non la disparition — des tribus, en d'autres termes la création du premier État arabo-islamique (« die Gründung des ersten arabisch-islamischen Staates », p. 202) impliquant, entre autres, un partage de la communauté entre le souverain et les sujets tenus à l'obéissance, et l'organisation d'une police et de services administratifs.

Le schéma proposé par l'auteur, et présenté ici à grands traits quelque peu simplificateurs, n'est pas sans intérêt. Il a le mérite d'offrir un cadre cohérent, parfois même rigide, à une histoire du premier demi-siècle de l'hégire, et de mettre en valeur les antagonismes sociaux qui ont sous-tendu une période trop souvent « sacralisée » par les historiographes. Sans discuter page après page les interprétations avancées, ce qui nécessiterait de reprendre toutes les sources citées et de comparer avec nombre de travaux antérieurs, en particulier celui d'Hichem Djaït que l'auteur ignore, je voudrais seulement exprimer trois interrogations d'ordre général :

1) Un historien peut-il recourir aux concepts de tribu ou d'État et analyser les relations entre ordre tribal et construction étatique sans se référer aux travaux des anthropologues qui, ces dernières années, se sont précisément orientés dans cette direction (par exemple, *Tribes and State Formation in the Middle East*, ed. Philip S. Khoury and Joseph Kostiner, London and New York, 1991, dont Patricia Crone a donné un long compte rendu critique dans *Journal of the Royal Asiatic Society*, 3rd series, vol. 3 (1993), p. 353-376)? En effet, le vocabulaire constamment utilisé, tel que État (« Staat » et « Staatlichkeit »), ordre tribal (« tribale Ordnung »), normes sociales tribales (« tribale soziale Normen »), tendances centralisatrices étatiques (« staatliche Zentralisierungstendenzen »), aurait mérité d'être précisément défini d'un point de vue tant historique qu'anthropologique.

2) La séparation stricte entre le domaine du social et du politique d'un côté, le domaine du religieux et de l'idéologique de l'autre, est-elle possible, et souhaitable? L'historien, dans un désir louable de distinguer les différents niveaux, de mettre en avant les mécanismes proprement sociaux et d'introduire un peu de clarté dans un ensemble d'événements touffus, ne s'interdit-il pas de comprendre les réalités dans leur complexité? Peut-il, par exemple, étudier les formes de pouvoir, qu'elles soient de type tribal ou étatique, sans analyser le type de légitimité religieuse sur laquelle elles se fondent?

3) Les sources dont dispose l'historien qui s'intéresse au premier siècle de l'hégire ne sont-elles pas une réécriture postérieure, dans une perspective à la fois dynastique et croyante, voire mythique, d'une période qui, par conséquent, lui échappe en grande partie sinon en totalité? La question a été posée, fort bien et depuis longtemps. L'auteur ne l'ignore pas, mais il se contente de consacrer un appendice (p. 337 à 345) au problème de la valeur des grandes compilations historiques : il les crédite d'une grande fiabilité (en raison de la garantie qu'offrent les chaînes d'*isnād*) et pense pouvoir distinguer entre leur contenu factuel — celui qu'il utilise dans son travail — et leur charge idéologique. Mais, en l'absence d'une recherche critique menée pour chacune des traditions citées et des faits avancés, le lecteur a quelque peine à partager la tranquille assurance de l'auteur lorsqu'il affirme, par exemple à propos de l'importance du mouvement d'apostasie, que « les données des sources ne laissent aucun doute » à ce sujet (p. 77).

Bref, ce livre est une nouvelle pièce à verser au dossier déjà épais des travaux sur le premier siècle de l'hégire. Par le parti adopté : s'attacher à la seule question jugée centrale des rapports entre organisation tribale et construction étatique, il apporte un éclairage intéressant : l'importance et la permanence de la structure et des normes tribales sont analysées comme des facteurs déterminants pour expliquer un processus historique que les orientalistes aussi bien que les musulmans ont trop souvent considéré comme une rupture radicale induite par la prédication prophétique.

Françoise MICHEAU  
(Université Paris I)

Christopher I. BECKWITH, *The Tibetan Empire in Central Asia. A history of the struggle for great power among Tibetans, Turks, Arabs, and Chinese during the Early Middle Ages*. Princeton University Press, Princeton (N.J.), 1<sup>re</sup> éd., 1987, 2<sup>e</sup> éd., 1993. 14×22 cm, xxii + 281 p.

La bataille de « Talas » en 751, première et ultime confrontation militaire directe entre Arabes et Chinois — laquelle d'ailleurs n'a pas eu lieu à Talas, ou Taraz en arabe, mais à quelques kilomètres de là, à Aṭlakh (Beckwith, p. 139), à mi-chemin entre Syr-Darya et Issyk Kul — et l'existence actuelle d'un islam chinois, qui fait remonter ses origines à des marchands et soldats arabes venus à la cour T'ang, paraissent être, dans la mémoire islamologique, les seuls souvenirs notables laissés par la percée arabe en direction de l'Extrême-Orient aux VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles.

Le splendide travail de C. Beckwith, bien que placé sous le signe du Tibet, ouvre des horizons nouveaux aux quatre bords de l'Asie centrale. Aussi solide du côté de la tibétologie (la spécialité principale de l'auteur) et de la sinologie que de l'exploitation des sources en vieux turc et en arabe et des études, fondamentales, en japonais, porté vers les synthèses synoptiques et le comparatisme structurel interétatique à travers l'Eurasie, prompt à déceler